



## Benoît Coquard, sociologue: "Dans certains milieux ruraux, la culture anti-études reste très forte"

Les études supérieures ne sont pas considérées comme la seule voie à suivre pour « réussir sa vie », analyse Benoît Coquard, chercheur en sociologie. Il démontre qu'il existe dans ces territoires d'autres logiques de valorisation sociale. Les jeunes des territoires ruraux en déclin, tel est l'objet d'études de Benoît Coquard, sociologue à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et auteur de l'ouvrage *Ceux qui restent* (La Découverte, 2019). Au cours de longues enquêtes dans le Nord et l'Est de la France, il analysé les aspirations d'une certaine jeunesse, pour qui reconnaissance sociale et valorisation de soi passent par d'autres voies que les études supérieures. Et pour qui faire des études, c'est avant tout quitter sa ville ou son village, opter pour un choix à l'issue incertaine, souvent non approuvé par l'entourage, et par ailleurs en inadéquation avec les besoins du marché de l'emploi local. Comme le montre Benoît Coquard, « ceux qui restent » valorisent avant tout la solidarité territoriale et amicale face aux difficultés. Et cette vision semble se renforcer avec la crise actuelle.

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser aux orientations scolaires des jeunes, et notamment aux différences entre femmes et hommes, dans les campagnes en déclin ?

Les campagnes en déclin, ce sont ces territoires où les jeunes qui partent faire des études ne sont pas revenus. Au départ, je m'étais intéressé au département dont je suis originaire, la Haute-Marne, qui a vu sa population baisser de 20 % depuis les années 1970. Fortement marqués par la désindustrialisation, les milieux ruraux du nord et de l'est de la France sont principalement composés d'enfants d'ouvriers et d'employés. L'emploi local repose beaucoup sur des métiers manuels peu qualifiés, plutôt considérés comme « masculins », et le chômage est encore plus élevé chez les jeunes femmes. Les choix scolaires et de carrière se révèlent donc intrinsèquement liés à la question du genre.

Autrefois très pourvoyeuse d'emplois féminins, l'industrie textile a été presque entièrement démantelée. Dans un contexte de massification de l'accès à l'enseignement supérieur, et alors que les filles obtiennent de meilleurs résultats scolaires que leurs homologues masculins, celles-ci vont miser sur des études plus longues pour accéder à un emploi stable. Première génération à aller à la fac, ces jeunes femmes font souvent des « parcours à l'aveugle ». Une fois diplômées, elles ne trouvent pas de métiers correspondant à leur qualification dans leur commune d'origine. Lors de mon enquête, certaines m'ont dit : « Je ne vais pas faire caissière avec un bac + 5. » Donc elles ne reviennent pas, et c'est ce qui fait que la population décline dans ces zones rurales.

Chez les jeunes hommes, la sortie précoce du système scolaire est assez banale et il est plus aisé de trouver un emploi peu qualifié tout en restant vivre sur place. Les jeunes femmes qui restent travailleront surtout dans le soin et l'aide à la personne. C'est un secteur très concurrentiel, précaire, car souvent à temps partiel, et qui offre peu de perspectives de carrière. Ce sont aussi des métiers peu valorisés car plutôt invisibles. A l'inverse, certains métiers d'hommes du bas de l'échelle, tels que ceux de la maçonnerie, sont plus valorisés car on vous voit travailler dans l'espace public. Dans le milieu rural, la reconnaissance et la réputation sont primordiales, et c'est souvent ce qui fait que vous allez être recommandé ou non pour un travail.

Quelle place tient le diplôme dans la réussite des jeunes de ces campagnes ?

Dans ces régions, la réussite, c'est avant tout être bien dans son autochtonie, sans forcément avoir de diplôme. Mes recherches s'intéressent à l'envers du décor du tri scolaire, à ceux qui restent, qui n'ont pas de diplôme, mais ne vivent pas ça comme un échec social. Si on est majoritairement entouré de personnes – valorisées localement – qui n'ont pas suivi d'études, alors on considère que la sortie du système scolaire est conforme. La culture anti-école, anti-études, demeure très prégnante dans ces endroits.

Dans ces territoires, il existe d'autres modèles d'accomplissement : entrer très tôt dans la vie adulte, être propriétaire d'une maison, d'une voiture, avoir une vie de famille stable. Il y a un attachement à un style de vie qui prévaut ici et qui serait déprécié au contact des groupes sociaux plus diplômés des grandes villes. Donc, certes, dans ces zones rurales régulièrement dépréciées l'emploi recule, l'Etat se désengage et le nombre de diplômés est plus faible, mais tout cela fait que les ouvriers, les employés, les artisans ou les agriculteurs peuvent se justifier de vivre comme ils l'entendent.

Mais ces jeunes ont-ils vraiment le choix ? Quels sont les obstacles qu'ils rencontrent lorsqu'ils veulent suivre des études supérieures ?

Avant toute chose, il faut savoir que les jeunes ruraux n'obtiennent pas des résultats scolaires moindres, à niveau social égal. Choisir de faire des études supérieures, c'est d'abord, d'un point de vue économique, s'offrir le luxe de retarder son entrée sur le marché du travail et retarder son indépendance économique. Certains jeunes parents disent : « Ce serait mieux que mon fils ait le bac et qu'il soit bon à l'école. » Mais si ces études, très abstraites, impliquent de l'aider financièrement et de l'envoyer vivre ailleurs, alors ils s'y opposent.

On peut émettre l'hypothèse que l'opacité de Parcoursup va encore plus impacter le champ des possibles de ces jeunes ruraux qui peinaient déjà à s'orienter vers des études longues, de plus en plus sélectives. Il est évident que, à mesure que l'on sélectionne à un âge de plus en plus jeune, on renforce les inégalités fondées sur les origines sociales et on favorise le phénomène d'auto-élimination de parcours.

Quelles sont les trajectoires de « ceux qui partent » ?

Ceux qui partent étudier dans des grandes villes continuent d'entretenir un lien fort avec leur territoire : ils reviennent chaque week-end pour continuer d'appartenir à la « bande de potes » qui, eux, ne font pas d'études. En retour, ils ne s'immergent pas aisément dans la culture estudiantine et, souvent, ils restent entre ruraux dans la ville universitaire. Il y a beaucoup de parcours chaotiques de jeunes qui ont commencé à l'université, se réorientent en filières courtes, voire retournent chez leurs parents après avoir abandonné. La manière dont les universités arrivent à intégrer pleinement des étudiants issus de tous milieux est en ce sens déterminante dans la réussite scolaire. On s'investit dans les études quand on se sent à sa place dans ce monde-là.

Je fais partie de « ceux qui partent ». En menant cette enquête sociologique, j'ai pris conscience de l'inadéquation voire de l'incongruité de ma présence dans ce territoire que j'avais quitté. Je n'étais pas censé revenir là-bas, sauf si j'avais raté mes études. M'intéresser à ceux qui restent plutôt qu'à ceux qui partent, c'était aussi un moyen de ne pas tomber dans le piège de parler maladroitement de soi au travers des autres.

Comment les parcours scolaires des jeunes des campagnes en déclin ont-ils évolué par rapport à ceux de leurs parents ?

Dans ces campagnes aujourd'hui, celui qui veut avoir un emploi stable et une évolution professionnelle devra accepter une plus grande mobilité géographique et davantage d'années d'études que ses parents, même pour accéder au même type d'emplois.

Au fond, il y a désormais ce décalage : d'un côté les places sont chères, il faut soit être pistonné soit diplômé (ou les deux) ; et de l'autre les métiers proposés localement ne permettent plus de se projeter. La nostalgie de la période de leurs parents et du « c'était mieux avant » est très forte au sein de la jeune génération, surtout chez les hommes. Ce contexte d'incertitude a notamment aidé à faire émerger le statut d'auto-entrepreneur. Ceux qui l'adoptent survalorisent l'autonomie dans le travail, quitte à être plus précaires. Il faut bien voir qu'en contexte de déclin économique les statuts valorisés ne sont accessibles qu'à une minorité de ceux qui restent. De l'autre côté du miroir existe la figure stigmatisée du chômeur de longue durée qui a raté sa vie.

Dans quelle mesure ces zones rurales se distinguent-elles des quartiers populaires dans l'orientation des jeunes ?

Ces jeunes ont hérité de l'histoire économique locale, qui est principalement celle de la désindustrialisation. On retrouve donc des points communs entre ces territoires, en premier lieu

un manque d'emplois stables. Face à la peur du chômage, les vingtenaires et trentenaires que j'ai suivis sont très attachés aux solidarités à petit rayon, « les vrais potes sur qui compter ». Par ailleurs, sur les pratiques culturelles, qu'il y ait autour de soi de la forêt ou du béton, ils affichent des goûts liés à leur appartenance aux classes populaires.

Ainsi, les jeunes des quartiers et des campagnes partagent des amours communes pour le motocross, le foot, les sociabilités sont peu mixtes, etc. En revanche, dans les quartiers populaires, le sentiment de déclassement et de déception par rapport aux études supérieures sera d'autant plus fort qu'ils ont côtoyé des jeunes diplômés et sont conscients de « rater quelque chose ».

En quoi la crise sanitaire a-t-elle eu un impact sur les dynamiques révélées dans votre livre ?

En frappant de plein fouet les jeunes, notamment ceux en intérim ou les autoentrepreneurs, la crise sanitaire n'a fait que renforcer la conviction qu'il faut entretenir des liens de solidarité entre un nombre limité de personnes. D'un côté, s'isoler revient à se condamner socialement et économiquement. De l'autre, la concurrence pour l'emploi est devenue si grande dans les campagnes en déclin que pour tirer son épingle du jeu, notamment via le travail au noir, il faut avoir les meilleurs alliés. Il y a l'idée que « ce n'est qu'entre nous qu'on peut s'en sortir ». Ensuite, pour les jeunes ruraux qui hésitaient déjà à partir pour leurs études, la crise semble les décourager et les convaincre encore davantage : beaucoup pensent qu'il vaut mieux s'en tenir à des perspectives plus locales et aux liens de solidarité dont on dispose ici.

Romane Bonnemé